

Secrétariat général  
Direction de la coordination des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales  
Réf : DCPI-BPE/JV

**Arrêté préfectoral complémentaire portant autorisation de changement d'exploitant  
au bénéfice de la société CEVA AIR & OCEAN INTERNATIONAL  
pour les entrepôts de stockage de matières combustibles et d'aérosols  
situés sur le territoire de la commune de COUDEKERQUE-BRANCHE**

Le préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite

Vu la directive n° 2012/18/UE du 4 juillet 2012 dite directive Seveso 3 ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles R. 516-1 et R. 181-45 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 février 2020 accordant à la société SOGETRA l'autorisation environnementale d'exploiter des entrepôts de stockage de matières combustibles et d'aérosols et l'instauration de servitudes d'utilité publique pour son installation située sur le territoire de COUDEKERQUE-BRANCHE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le courrier du 28 octobre 2025 de la société CEVA AIR & OCEAN INTERNATIONAL adressé au préfet du Nord demandant à se substituer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 à la société SOGETRA pour l'ensemble de ses activités industrielles exercées sur la commune de COUDEKERQUE-BRANCHE ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 3 novembre 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant transmises par courriel du 3 novembre 2025 ;

Vu le rapport du 5 novembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant ce qui suit :

1. le site de COUDEKERQUE-BRANCHE de la société SOGETRA est une installation classée dûment autorisée et connue des services de l'inspection de l'environnement ;
2. la société CEVA AIR & OCEAN INTERNATIONAL souhaite à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 reprendre l'activité industrielle de l'établissement ;
3. la société CEVA AIR & OCEAN INTERNATIONAL possède les capacités techniques et financières suffisantes exigées par l'article R.1 81-47 du code de l'environnement ;
4. les garanties financières sont identiques à celles imposées à la société SOGETRA et seront constituées avant la date de changement d'exploitant, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2026 ;
5. la demande de changement d'exploitant est recevable au titre de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;
6. il convient alors d'autoriser ce changement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> – Objet

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 février 2020 susvisé est modifié comme suit :

- L'article 1.1.1 est remplacé par :  
  
« La société CEVA AIR & OCEAN INTERNATIONAL, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au 7 allée de l'Arche à 92400 COURBEVOIE, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de COUDEKERQUE-BRANCHE, rue Joseph Flipo, les installations détaillées dans les articles suivants. » ;
- à l'article 1.8.1 les mots « à la société SOGETRA » sont remplacés par « à l'exploitant ».

### Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

### Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif **dans un délai de deux mois** à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DÉFENSE Cedex.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, **dans un délai de deux mois** à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé deux mois par l'administration ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, **dans un délai de deux mois** à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;
- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de COUDEKERQUE-BRANCHE ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de COUDEKERQUE-BRANCHE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2025>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le 15 DEC. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

